

Notes sur les bases et les effectifs militaires états-uniens à l'étranger

Rémy HERRERA, Joëlle CICCHINI

2013.28



Notes sur les bases et les effectifs militaires états-uniens à l'étranger

Rémy HERRERA* et Joëlle CICCHINI**

Résumé :

Cet article, dont l'approche est essentiellement méthodologique, a pour objectif de fournir une estimation du nombre de bases et d'effectifs militaires actuellement déployés par les États-Unis dans le monde. La première partie propose une périodisation de l'expansion des installations de bases militaires états-uniennes. La deuxième partie expose, en synthèse, les données statistiques officielles mises à la disposition du public par l'*US Department of Defense*. La troisième partie analyse, de manière critique, les principales limites de ces mêmes données, et suggère quelques corrections. La quatrième partie complète le propos par une brève étude des réseaux de bases militaires des pays du Nord alliés stratégiques des États-Unis.

Some notes on US military bases and forces overseas

Abstract:

This paper, mainly methodological, aims at providing an estimation of the number of U.S. military bases and personnel worldwide. The first part proposes a periodization of the spread of U.S. military bases. The second part exposes the official statistical data disseminated by the US Department of Defense. The third part analyzes in a critical way the main limitations of these data, and suggests some revisions. The fourth and last part gives a brief outline on networks of military bases of the northern countries which are strategic allies of the United States.

Mots clés :

Secteur militaire, bases militaires, effectifs militaires, défense, États-Unis.

Keywords:

Military sector, military bases, military personnel, defence, United States.

JEL Classification:

E62, H56, P43.

* Chercheur au CNRS en économie, UMR 8174 – Centre d'Économie de la Sorbonne, Maison des Sciences économiques de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 106-112 boulevard de l'Hôpital, 75013 – Paris. Courriel : herrera1@univ-paris1.fr.

** Ingénieure au CNRS, UMR 8174 – Centre d'Économie de la Sorbonne, Maison des Sciences économiques de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 106-112 boulevard de l'Hôpital, 75013 – Paris.

À paraître dans *Innovations – Cahiers d'économie de l'innovation*.

Introduction

Le présent article, qui se veut essentiellement méthodologique et ne saurait prétendre – pas plus qu’une autre sur le sujet – à l’exhaustivité, examine sur la période 1991-2011 l’évolution du réseau de bases militaires et des effectifs correspondants mobilisés par les États-Unis en dehors de leur territoire national. Plutôt que de passer en revue les théories géopolitiques et géostratégiques sur la question, abondamment documentées, ce qu’il s’agira pour nous de comprendre dans un premier temps, c’est la périodisation d’installation de ces bases, ainsi que les objectifs majeurs poursuivis par les États-Unis en tant que première puissance mondiale (première partie). Puis, nous présenterons, de manière synthétique dans le corps de l’article et plus détaillée en annexes, les informations fournies par les services statistiques de l’*U.S. Department of Defense* (deuxième partie). Nous identifierons et commenterons ensuite leurs limites principales, en insistant spécialement sur le rôle joué par les sociétés militaires privées dans le dispositif de contrôle stratégique de la planète par les États-Unis (troisième partie). Nous compléterons enfin cette recherche par un bref aperçu des bases militaires possédées par des pays du Nord (dont les membres de l’Union européenne) alliés des États-Unis et mises à disposition de ces derniers, tout particulièrement dans le cadre des interventions de l’Otan. Aussi constaterons-nous que, comme en bien d’autres champs de l’économie de la défense, la réalité des opérations qui sont effectivement menées en ce domaine échappe dans une assez large mesure aux données statistiques¹.

Première partie : Périodisation des installations de bases militaires états-uniennes

L’expansion des installations de bases militaires des États-Unis en dehors de leur territoire national ne débuta véritablement, sur une grande échelle, que dans les toutes dernières années du XIX^e siècle. Antérieurement à cette période, marquée par le « partage du monde » entre grandes puissances européennes et, surtout, pour ce qui nous occupe, par la montée en force des intérêts de la haute finance² (particulièrement les groupes Rockefeller et J.P. Morgan...), les forces armées des États-Unis étaient déjà intervenues plus d’une centaine de fois au-delà des frontières de ce qui était en train de devenir – à la suite et aux dépens de l’Angleterre – la nouvelle hégémonie du système mondial. Ces premières opérations extérieures armées avaient principalement frappé des pays d’Amérique caribéenne (République dominicaine en 1798-1800 et 1814 ; Cuba en 1814-1821 et 1822-1825 ; Porto Rico en 1814, puis 1824 ; Haïti en 1888), centrale (Mexique plus d’une dizaine de fois entre 1806 et 1876, puis lors la guerre de 1846-1848 ; Nicaragua en 1850, 1853-1858, 1867 et 1869 ; Panama en 1856, 1860-1861...) et du Sud (Argentine en 1831-1834 et 1852-1853 ; Pérou en 1835-1836 ; Uruguay en 1855, 1858 et 1868 ; Paraguay en 1859 ; Colombie 1860-1861, 1868, 1873...). Pourtant, dès cette époque, elles concernèrent aussi les continents asiatique (Japon en 1853 et Chine en 1859, par exemple) et africain (Angola en 1860, notamment). Le motif invoqué était presque toujours le même : « protéger les vies et les intérêts américains » (*to protect American lives and interests*)³. Notre lecture de l’histoire moderne – à partir de cette fin de XIX^e siècle – de la formation du réseau planétaire des bases militaires des États-Unis nous fait repérer trois grandes périodes. La première phase commence avec la guerre de 1898 qui les opposa à l’Espagne et par

¹ Sur les problèmes relatifs aux données statistiques de dépenses militaires : Herrera (1994).

² Pour une définition de l’expression de « haute finance », voir : Herrera (2010a), chapitre 5.

³ Pour plus de détails concernant l’Amérique latine et caribéenne, voir : Herrera (2010b), annexes 1, 2 et 3.

laquelle ils lui enlevèrent la suprématie sur Cuba, Porto Rico, les Philippines et Guam. Engagée juste après la fermeture officielle de l'« *internal frontier* » en 1890 (soit l'année du dernier massacre des Indiens d'Amérique), ce conflit, souvent qualifié de première guerre « impérialiste » de l'histoire des États-Unis, permit à ces derniers de mettre la main sur plusieurs points stratégiques pesant sur leur zone d'influence affirmée par la doctrine Monroe. Cette période s'achève à la veille de la Seconde Guerre mondiale. En 1938, les États-Unis étaient implantés dans seulement 14 bases hors de leur territoire continental (Lutz, 2009, p. 11) : Cuba (Guantanamo), Porto Rico, Panama, les Îles Vierges, Hawaï, Midway, Wake, Guam, les Samoa américaines, l'atoll Johnston, les Philippines, les îles aléoutiennes et Shanghai ; ce qui représentait une expansion territoriale bien moindre que celle des puissances colonialistes européennes.

Le deuxième essor qui allait impulser ce réseau de bases militaires se produisit dans les années 1940, avec l'entrée dans le second conflit mondial, puis le début de la Guerre froide. Cette phase court jusqu'à la désintégration du bloc soviétique. Pour cette deuxième période, il a pu être estimé que le nombre de bases états-uniennes aurait été de 1 139 en 1946, 582 en 1949, 815 en 1953, 883 en 1957, 1 014 en 1967, 865 en 1975 et 794 en 1988 (Blaker, 1990). L'issue de la Seconde Guerre mondiale mit fin à l'isolationnisme relatif des États-Unis lorsque ces derniers sont devenus la première puissance du monde capitaliste, en prenant la tête de la longue guerre idéologique contre « le communisme ». Au lendemain de la guerre, les États-Unis ont vite compris qu'au-delà des « Alliés » qui partageaient la victoire, il convenait de transformer les vaincus de l'Axe en soutiens économiques et stratégiques. Leurs positions – Allemagne et Italie en Europe, Japon sur la bordure pacifique de l'Extrême-Orient – permettaient aux États-Unis de matérialiser leur stratégie du *containment* à l'égard de la Russie soviétique. L'aide états-unienne à la reconstruction s'est doublée d'une occupation militaire par l'installation de nombreuses bases en Allemagne et au Japon, pays qui allaient devenir d'indéfectibles soutiens des États-Unis pendant toute la guerre froide – voire au-delà. Leurs territoires sont devenus terrain d'entraînement, d'observation de l'« ennemi », espace de déploiement de missiles ; et ils continuent à servir pour appuyer les opérations militaires extérieures menées directement par les États-Unis ou à travers l'Otan. Le réseau qui s'est développé et densifié après 1945 associait ces bases d'occupation à celles installées chez les Alliés (comme au Royaume-Uni). D'autres conflits majeurs impliquant les États-Unis, dans la seconde moitié du XX^e siècle, ont permis une nouvelle expansion. L'un des plus meurtriers est la Guerre de Corée ; l'occupation états-unienne en Corée du Sud n'a jamais cessé depuis le cessez-le-feu de 1953, assurant ainsi leur présence au plus près de l'Extrême-Orient russe, comme de la Chine⁴.

Les intérêts des États-Unis ont semblé « garantis » jusqu'à la fin du XX^e siècle. Mais en 2001, à peine une décennie après l'arrêt de la confrontation avec l'Union soviétique, les attentats du 11 septembre 2001 relancèrent sur une échelle inégalée (hors guerres mondiales) l'extension des installations armées états-uniennes. Sous les couleurs de la « guerre contre le terrorisme », cette nouvelle poussée ouvre une troisième période, dans laquelle nous sommes aujourd'hui. La menace devenant « planétaire », le réseau de bases états-uniennes devait s'adapter, et leur capacité de réaction devenir plus « efficace ». Dans un monde désormais « unipolaire », cette phase est de loin la plus riche en événements marquant l'infléchissement de tendance dans le déploiement armé de la puissance hégémonique. À la faveur de la désintégration de l'URSS et de plusieurs équipées militaires (dont celle menée, sous couvert de l'Otan, en Yougoslavie), les États-Unis ont avancé de façon décisive en direction de la Russie – et de la Chine. Ainsi, en Europe, ils s'installent en Albanie, en Roumanie, en Bulgarie... Plus officieusement, grâce à des liens d'« amitié » qui ont permis l'élargissement de l'Otan, les États-Unis se ménagent

⁴ Brzezinski (1997), dithyrambique et sans recul, souligne la suprématie des États-Unis sur tous les océans, ainsi que leur présence armée aux deux extrémités de l'Eurasie et au sud par le contrôle sur le golfe Persique.

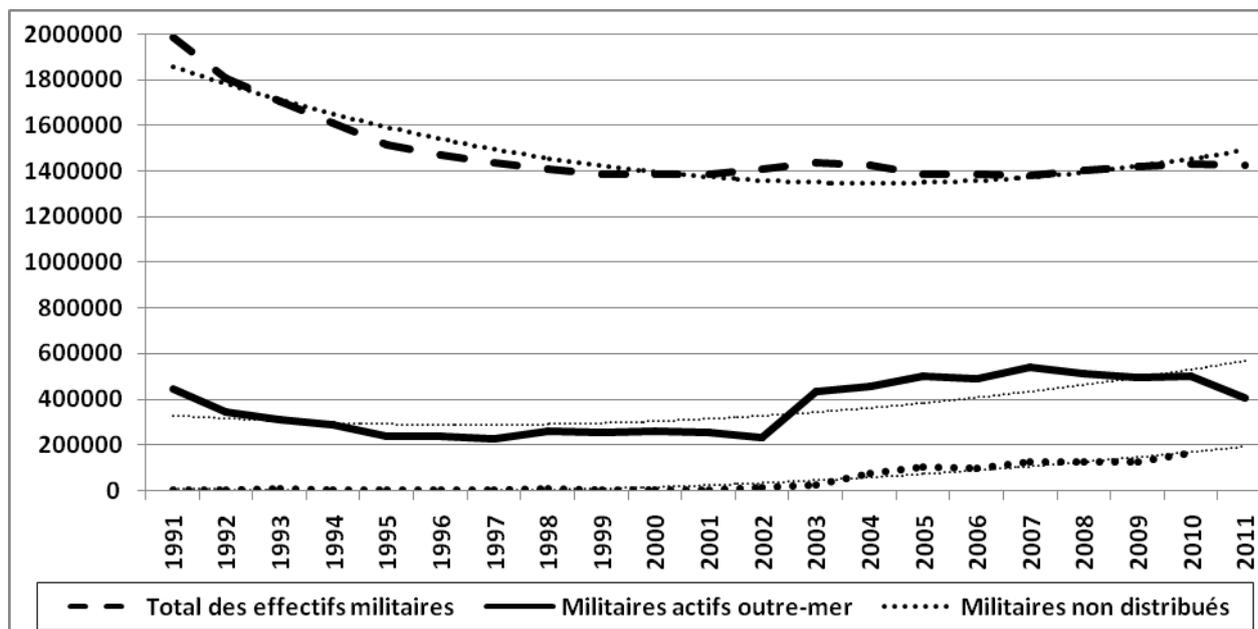
une démultiplication des possibilités de circulation dans les airs, d'atterrissage ou d'accostage. Au-delà des Balkans, ils ont fait une arrivée remarquée au cœur de l'espace caspien, comme en Azerbaïdjan et au Kirghizistan – dans le premier cas, chez un producteur d'hydrocarbures ; dans l'autre, pour des raisons stratégiques en relation avec la guerre menée depuis plus d'une décennie en Afghanistan. Cette période est également caractérisée par un intérêt accru porté à l'Asie. À l'Est, l'« encerclement » maritime de la Chine, qui soulève une suspicion teintée d'agressivité, est assuré par les bases du Pacifique et par de nouvelles implantations en cours en Australie. À l'Ouest, l'affermissement et la diversification des positions au Moyen-Orient sont passés, notamment, par une multiplication des bases des États-Unis (et de certains alliés, dont la France) dans la Péninsule arabique, la connaissance fine de l'espace irakien acquise depuis l'occupation et de l'installation de nombreuses bases, dont on ne sait au juste combien demeureront... En Afrique, laissée jusque-là aux bons soins des vieilles puissances coloniales britannique et française, les États-Unis sont dorénavant présents en permanence à Djibouti, tandis que se discutent depuis peu des projets d'implantation militaire dans la région des Grands Lacs.

Deuxième partie : Synthèse des données statistiques de l'US Department of Defense

Outre le fait qu'ils bénéficient d'une supériorité très prononcée en matière d'armements et de technologies militaires, les États-Unis disposent aussi d'une armée nombreuse – la troisième au monde, derrière la Chine et l'Inde. Considérés dans leur ensemble, les effectifs globaux des différents corps d'armées des États-Unis – *Army, Navy, Marine Corps, Air Force* –, y compris ceux en activité sur le territoire national métropolitain (*Continental United States, CONUS*), dépassaient les deux millions de militaires à la fin de l'année 1990. Ils ont nettement diminué juste après l'éclatement de l'URSS et du bloc soviétique, et ce, de manière continue jusqu'en 2000, pour approcher à cette date 1 384 000 de soldats. Les événements du 11 septembre 2001 ont cependant stoppé ce recul, et, dès 2002, ces effectifs ont été sensiblement réorientés à la hausse, jusqu'à dépasser 1 430 000 militaires fin 2010 (Figure 1). À ce chiffre devraient être ajoutés les 770 000 employés civils du ministère de la Défense des États-Unis (dont près de 12 500 étrangers).

Cette inflexion est due pour l'essentiel à l'évolution du personnel militaire actif en dehors du territoire national, dont la proportion dans les effectifs totaux a brutalement augmenté avec le déclenchement des guerres contre l'Afghanistan et l'Irak, passant de 16,3 à 30,4 % entre 2001 et 2003. Au cours de l'année 2007, cette part a même dépassé 39,0 %, soit davantage qu'en tout autre moment de l'histoire des États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au paroxysme de la guerre du Viêt-nam, cette proportion n'avait pas excédé 36,0 % (1967). En 2010, c'est-à-dire deux ans après le désengagement d'Irak et le redéploiement des troupes en Afghanistan, la part du personnel militaire actif à l'étranger était encore de 34,9 %, soit plus que durant la guerre de Corée (de 30,3 % en 1950 à 34,2 % en 1954) ou qu'à l'extrême fin de la Guerre froide (29,8 % en 1990). Les effectifs « non distribués » approchaient quant à eux les 12 % du total des militaires états-uniens en 2010. Par ailleurs, le nombre de personnes servant dans les forces armées n'ayant pas la nationalité états-unienne est passé en cinq ans d'un peu plus de 30 000 à près de 60 000 soldats entre 2005 et 2010.

Figure 1. Effectifs militaires des États-Unis entre 1991 et 2011 : effectifs totaux, militaires à l'extérieur du territoire national et personnel non distribué
(en nombre de militaires)



Source : U.S. Department of Defense (années variées).

Note : À chacune des trois courbes est associée une tendance.

L'U.S. Department of Defense diffuse de façon régulière des données relatives aux bases et aux effectifs militaires des États-Unis, que nous avons choisi de synthétiser, pour les années 1991, 2001 et 2011, dans les tableaux suivants. Le Tableau 1 présente la répartition territoriale des bases et des effectifs militaires correspondants, à partir des *Base Structure Reports* pour les trois années budgétaires sélectionnées. En 2011, l'existence d'au moins 925 à 930 bases était officiellement reconnue par le ministère de la Défense, implantées dans près d'une trentaine de pays étrangers, plus une dizaine de territoires « non continentaux » appartenant aux États-Unis. Ne font partie de cette liste ni l'Afghanistan ni l'Irak. Des estimations basses du nombre d'installations utilisées par les troupes états-uniennes au cours des guerres menées dans ces deux pays (autour de 70 au total)⁵ amèneraient à considérer, *stricto sensu*, un réseau mondial d'approximativement 1 000 bases militaires, c'est-à-dire presque autant que pendant la phase d'extension maximale de la guerre du Viêt-nam.

Remarquons à ce propos que sur deux territoires distincts, les États-Unis possèdent en propre près de 1 000 km² de terres sur lesquelles sont implantées leurs installations : un peu moins de 50 km² au Japon et 943 km² au Groenland (dépendance danoise). Le statut d'occupation des bâtiments des bases situées dans les territoires d'outre-mer est la propriété intégrale à 100 % : Hawaï, Guam, Johnston, Mariannes du Nord, îles Vierges, Wake, îles Marshall et Porto Rico. Quant aux statuts des bâtiments localisés à l'étranger, ils sont très divers, allant de la propriété à 100 % (comme à Cuba, aux Bahamas, à Djibouti, à Diego Garcia, en Islande, au Kenya, aux Antilles néerlandaises ou à Sainte-Hélène), proche des 100 % (Colombie, Pérou, Espagne, Portugal) ou largement majoritaire (88 % en Turquie, 75 % en Corée du Sud, 67 % en Égypte, 54 % à Singapour, 52 % au Bahreïn ou en Belgique) à la location à 100 % (comme dans les Émirats arabes unis) ou à l'occupation à 100 % (au Koweït), en passant par des formules mixtes (propriété à 83 % et location à 17 % en Australie ; propriété, location et occupation à hauteur de 51 %, 6 % et 43 % respectivement au Royaume-Uni).

⁵ Best et Vine (2009) estiment, en hypothèse minimale, qu'il y aurait 16 bases en Afghanistan et 55 en Irak.

Tableau 1. Répartition géographique des bases militaires états-uniennes pour les quinze premiers pays ou territoires en 2011

<i>Pays ou territoire</i>	<i>Grandes bases</i>	<i>Autres bases</i>	<i>TOTAL bases</i>
Allemagne	147	47	194
Alaska	47	110	167
Hawaii	51	69	120
Japon	95	24	119
Corée du Sud	61	21	82
Italie (*)	28	24	52
Guam	31	9	40
Porto Rico	24	9	33
Royaume-Uni	22	11	33
Portugal	8	13	21
Turquie	8	9	17
Belgique	8	5	13
Bahreïn	6	3	9
Pays-Bas	4	4	8
Colombie	0	7	7

Source : Tableau construit par les auteurs à partir des données de l'*U.S. Department of Defense* (années variées), *Base Structure Report for Fiscal Year...* (rapport année t = données année t – 1).

Notes :

– = donnée non disponible.

(*) = donnée pour l'année 2001.

La distinction selon la taille établie entre « grandes bases » et « autres bases » obéit à un critère de valeur estimée (en dollars) des installations concernées.

Tableau 2. Évolution des effectifs militaires états-uniens par grandes régions

<i>Grande région</i>	1991	2001	2011
Territoires états-uniens	1 538 687	1 130 328	1 219 995
Pays étrangers	447 572	254 788	205 118
Europe	284 939	118 105	80 718
Ancienne Union soviétique	–	151	160
Asie de l'Est et Pacifique	104 781	91 670	55 671
Afrique du Nord, Proche Orient, Asie du Sud	35,335	26 878	6 270
Afrique subsaharienne	296	279	654
Hémisphère occidental	19 456	14 015	1 955
Antarctique	61	–	–
Total Monde	1 986 259	1 385 116	1 425 113

Source : Tableau construit par les auteurs à partir des données de l'*U.S. Department of Defense* (années variées), *Active Duty Military Personnel Strengths by Regional Area and by Country "309A"* (rapport année t = donnée année t au 30 septembre).

Notes : – = donnée non disponible (ou inexistante).

**Tableau 3. Effectifs militaires états-uniens officiellement engagés
dans les guerres d’Afghanistan et d’Irak entre décembre 2002 et décembre 2011**

	Irak (OIF / OND)	Afghanistan (OEF)
<i>Décembre 2002</i>	0	n.d.
<i>Mars 2003</i>	269 363	n.d.
<i>Juin 2003</i>	237 235	n.d.
<i>Septembre 2003</i>	183 002	n.d.
<i>Décembre 2003</i>	167 329	n.d.
<i>Mars 2004</i>	211 028	n.d.
<i>Juin 2004</i>	190 949	n.d.
<i>Septembre 2004</i>	170 647	n.d.
<i>Décembre 2004</i>	202 100	19 200
<i>Mars 2005</i>	182 500	21 200
<i>Juin 2005</i>	169 200	19 500
<i>Septembre 2005</i>	192 600	19 500
<i>Décembre 2005</i>	207 000	20 400
<i>Mars 2006</i>	170 700	23 200
<i>Juin 2006</i>	165 700	23 300
<i>Septembre 2006</i>	185 500	21 500
<i>Décembre 2006</i>	164 700	22 200
<i>Mars 2007</i>	183 400	23 500
<i>Juin 2007</i>	202 100	24 800
<i>Septembre 2007</i>	218 500	25 240
<i>Décembre 2007</i>	196 600	25 700
<i>Mars 2008</i>	195 000	31 100
<i>Juin 2008</i>	183 100	31 700
<i>Septembre 2008</i>	190 400	32 300
<i>Décembre 2008</i>	178 300	31 400
<i>Mars 2009</i>	174 200	41 300
<i>Juin 2009</i>	171 500	59 000
<i>Septembre 2009</i>	164 100	66 400
<i>Décembre 2009</i>	151 000	71 000
<i>Mars 2010</i>	140 100	87 300
<i>Juin 2010</i>	80 650	95 800
<i>Septembre 2010</i>	96 200	105 900
<i>Décembre 2010</i>	85 600	103 700
<i>Mars 2011</i>	92 800	111 000
<i>Juin 2011</i>	91 700	111 700
<i>Septembre 2011</i>	92 200	109 200
<i>Décembre 2011</i>	49 800	102 200

Source : Réalisé à partir des données de l’U.S. *Department of Defense* (années variées) *Active Duty Military Personnel Strengths by Regional Area and by Country* (309A).

Notes :

OIF = *Operation Iraqi Freedom* en Irak (à partir de mars 2003) ;

OEF = *Operation Enduring Freedom* en Afghanistan (à partir de décembre 2004) ;

OND = *Operation New Dawn* en Irak (à partir de septembre 2010).

Élaboré à partir des documents « 309A » intitulés *Active Duty Military Personnel Strengths by Regional Area and by Country* et publiés trimestriellement (en mars, juin, septembre et décembre) par le *Department of Defense*, le Tableau 2 détaille l'évolution au 30 septembre 1991, 2001 et 2011 des effectifs militaires états-uniens selon leur répartition territoriale. Néanmoins, en plus d'être relativement incomplètes (manquent, par exemple, certains pays africains à la position stratégique, comme la Somalie, la République centrafricaine, le Burkina Faso, le Malawi ou Maurice), les informations qui sont ici fournies ne peuvent pas être analysées sans y ajouter les troupes états-uniennes directement impliquées dans les conflits de l'Irak et de l'Afghanistan. Ces dernières, présentées au Tableau 3, sont en effet comptabilisées à part, dans un document annexe qui est mis à la disposition du public par le ministère de la Défense depuis décembre 2004 seulement, et appelé « *Deployments (not complete)* ». Il enregistre les effectifs militaires déployés dans le cadre des opérations *Iraqi Freedom* (OIF, à compter de mars 2003), puis *New Dawn* (OND, à partir de septembre 2010) en Irak, et *Enduring Freedom* (OEF, depuis décembre 2004 seulement) en Afghanistan.

Une première estimation du total des effectifs des armées états-uniennes dispersés dans le monde au 30 septembre 2011 est donnée en additionnant aux 201 167 militaires stationnés dans les territoires hors *Continental United States* et aux 205 118 autres présents en pays étrangers, y compris 59 680 « *undistributed* » ou non répartis (en transit ou en manœuvres, notamment), les troupes engagées dans les guerres d'Irak (92 200 militaires) et d'Afghanistan (109 200 personnes supplémentaires), soit plus d'un demi million de soldats : 548 105 soldats exactement. Nous allons pourtant montrer que ces chiffres, comme ceux des *Base Structure Reports*, doivent être révisés à la hausse.

Troisième partie : principales limites des données statistiques officielles

D'évidence, les informations collectées dans les *Base Structure Reports* de l'*U.S. Department of Defense* (Tableau 1) minorent nettement le nombre de bases états-uniennes, pour plusieurs raisons. En premier lieu, les données statistiques sont manquantes pour de nombreux pays, puisque seulement une quarantaine d'États indépendants ont été comptabilisés. Citons, à titre d'exemples, pour l'année 2011, les cas de l'Italie, qui accueillerait pourtant au moins 50 bases états-uniennes, de Cuba, où la base de Guantánamo sert, depuis fin 2001, de lieu de détention pour plusieurs centaines de prisonniers de la guerre d'Afghanistan, ou encore du Honduras, pour lequel n'est pas intégrée l'importante base de l'US Air Force de Palmerola (Soto Cano), pourtant en fonctionnement pendant et après le coup d'État militaire qui renversa le président M. Zelaya en juin 2009. Sur d'autres territoires, le nombre d'installations est certainement sous-estimé ; par exemple au Koweït (une seule base référencée), en Colombie (officiellement sept implantations « de petite taille ») ou en Turquie (avec huit bases importantes, plus neuf « secondaires »). En outre, certains pays accueillant également des bases militaires des États-Unis ne sont pas mentionnés dans ces documents officiels, notamment Israël (au moins cinq grandes bases y seraient en activité), les Philippines (d'où les soldats états-uniens, répartis sur deux bases au minimum, ne sont pas totalement sortis) ou dans les pays de l'ex-URSS (Kurz, 2010 ; Johnson, 2010).

Par conséquent, en effectuant – sous hypothèses minimalistes – les corrections élémentaires exigées (par l'intégration des seules installations précédemment évoquées), et en considérant une hypothèse moyenne et réaliste pour le nombre des installations utilisées par les armées en Afghanistan et en Irak, très probablement autour de 180 actuellement (Best et Vine, 2009), nous arrivons à un total général de bases militaires états-uniennes dans le monde qui dépasserait 1 150 en 2011 ; c'est-à-dire davantage que le point historique le plus haut enregistré (en 1946) depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

De façon similaire, des réajustements s'avèreraient souhaitables afin de tenter de rapprocher de la réalité les effectifs comptabilisés par les *Active Duty Military Personnel Strengths*, tout spécialement pour y intégrer les militaires (ou civils relevant des services de renseignement) participant à des actions secrètes, notamment ceux qui sont effectivement déployés au titre des opérations *New Dawn* et *Enduring Freedom* sans être pour autant intégrés aux effectifs des *Deployments* ni même présents sur les territoires irakien et afghan. Certains d'entre eux sont vraisemblablement comptés parmi le personnel « non réparti » (près de 60 000 personnes en 2011) ou dans les composantes dites « actives » des militaires « déployés à partir d'autres localisations » (comme Allemagne, Italie, Japon et Royaume-Uni notamment, correspondant à quelque 26 000 soldats, dont plus de 21 000 statistiquement stationnés en Allemagne) – mais sans doute pas tous... Maints spécialistes ont en effet indiqué l'existence de « bases secrètes » des armées ou services de renseignement états-uniens, dont le nombre est difficile à évaluer⁶. Compte tenu de cette difficulté, nous choisirons de procéder à un ajustement complémentaire, mais extérieur aux effectifs des armées états-uniennes proprement dites et relatif aux agents privés appuyant les actions de ces dernières. Comme nous avons eu l'occasion de le montrer, ailleurs (Cicchini et Herrera, 2008), les sociétés militaires privées sont aujourd'hui parvenues à s'imposer comme des acteurs incontournables sur tous les lieux de conflits majeurs dans le monde, y compris pour le gouvernement des États-Unis lui-même, devenu leur principal client. Plusieurs centaines d'entreprises du secteur réaliseraient à l'heure actuelle, ensemble, un chiffre d'affaires annuel supérieur à 100 milliards de dollars – dont plus de la moitié proviendrait des seuls contrats du Pentagone. Pour ne citer ici que les plus importantes sociétés de nationalité états-unienne : Military Professional Resources Inc. (MPRI), Kellogg, Brown and Root (KBR), Blackwater USA – devenue Xe Services depuis de regrettables « incidents » en Irak –, Control Risks, DynCorp, Vinnell, Pacific Architects and Engineers, Custer & Battle, Science Applications International Corp., California Analysis Center, ArmorGroup, Kroll, Nearest Security Services, Logicon, SY Coleman, Titan...

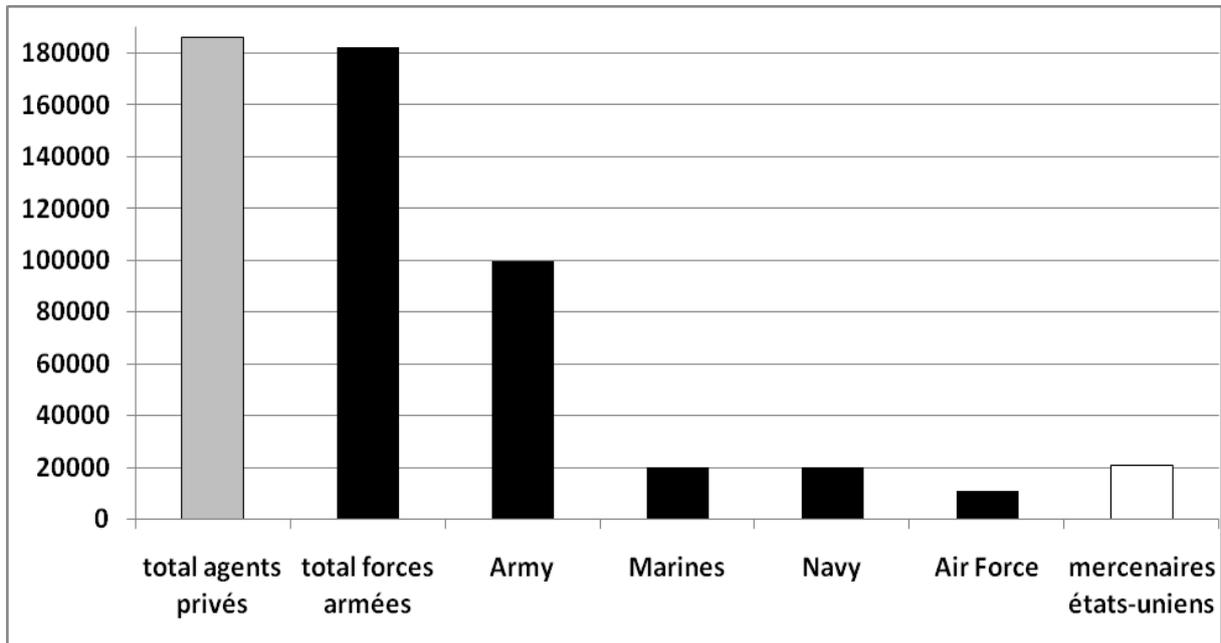
Ces sociétés militaires privées fournissent ainsi de plus en plus souvent à l'État des services techniques relatifs à la défense pour assister ou suppléer les forces armées gouvernementales : construction et maintenance d'installations militaires ; protection de sites stratégiques ; logistique et organisation du ravitaillement en vivres, en combustibles, en matériels ou en munitions ; entraînement de troupes, simulations de combats et formation ; renseignement ; relations publiques... Ces services vont jusqu'à la mise à disposition de personnel de sécurité spécialisé : consultants et conseillers militaires, gardes du corps, interrogateurs et interprètes, et même bataillons de commandos mercenaires qui participent directement aux combats. Aussi la possibilité qu'a l'État d'autoriser des sociétés privées à entraîner des forces armées à l'étranger ou à leur offrir des services de sécurité ouvre-t-elle des perspectives de « politique étrangère par procuration » (Avant, 2005)⁷.

Les guerres actuellement menées en Irak et en Afghanistan constituent les exemples frappants de l'essor des activités de ces sociétés, où leur utilisation par l'administration états-unienne est généralisée. Ces deux pays sont devenus les terrains d'action privilégiés du « nouveau marché de la guerre », et principalement des mercenaires chargés de missions tactiques. Ainsi, au début du printemps 2007, le ministère de la Défense reconnut la présence de 300 firmes, de toutes nationalités, employant quelque 126 000 personnes sur le seul territoire irakien (*New York Times*, 2007). Mais le nombre des agents mobilisés par ces sociétés militaires privées pourrait être de 186 000 en Irak (chiffre disponible pour l'année 2008) et de près de 110 000 en Afghanistan (en 2009) (Herrera, 2010a).

⁶ Voir, pour la période étudiée, par exemple : Gerson et Birchard (1991), Ganser (2007) ou encore Colonomos (2009).

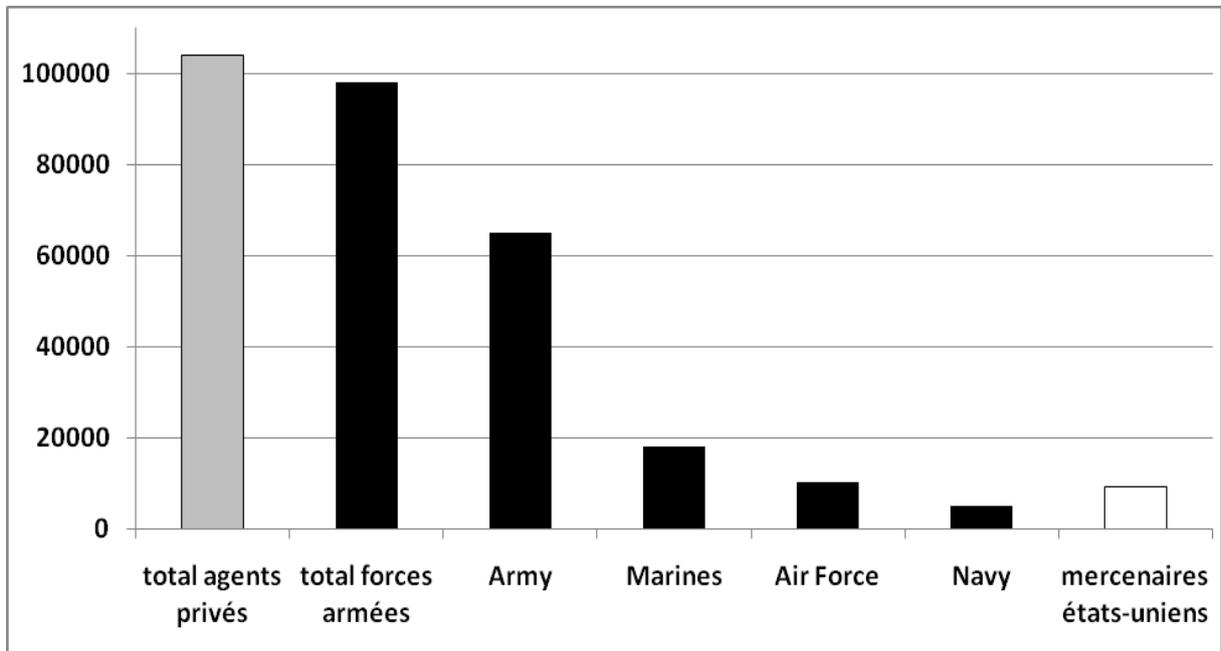
⁷ Voir également : Renou (2005).

Figure 2. Effectifs comparés des armées états-uniennes et des sociétés militaires privées en Irak en 2008
(en nombre de personnes)



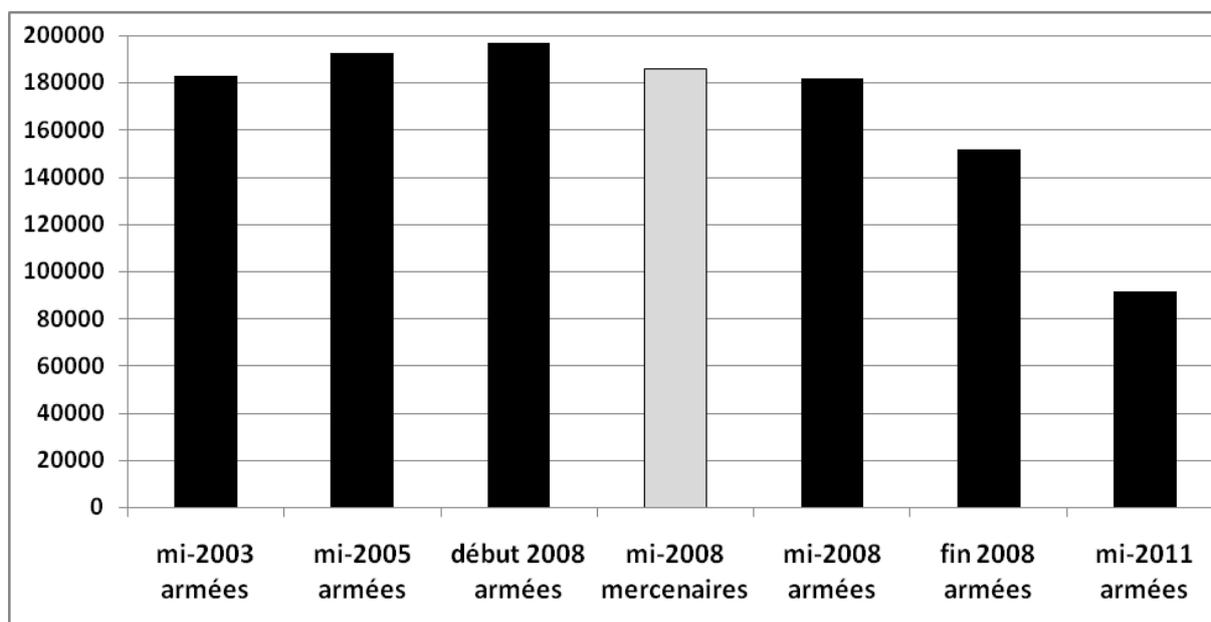
Source : Figure réalisée à partir des données de l'U.S. Department of Defense (2008) pour la ventilation des effectifs par corps des armées.

Figure 3. Effectifs comparés des armées états-uniennes et des sociétés militaires privées en Afghanistan en 2009
(en nombre de personnes)



Source : Figure réalisée à partir des données de l'U.S. Department of Defense (2008) pour la ventilation des effectifs par corps des armées.

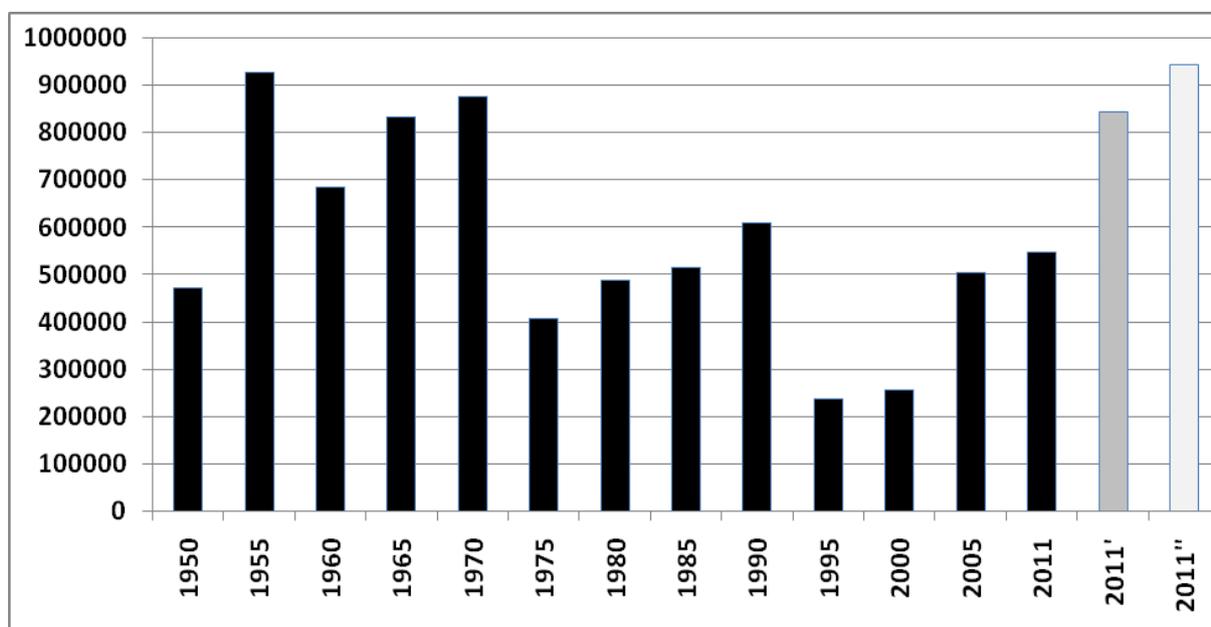
Figure 4. Effectifs comparés des armées états-uniennes et des sociétés militaires privées en Irak entre 2003 et 2011
(en nombre de personnes)



Source : Figure réalisée à partir des données de l'U.S. Department of Defense (2008) pour les effectifs des armées.

Figure 5. Effectifs militaires des États-Unis à l'extérieur du territoire national continental entre 1950 et 2011

-- y compris effectifs hypothétiques des agents des sociétés privées militaires en 2010 --
(en nombre de personnes)



Source : Tableau construit par les auteurs à partir des données de l'U.S. Department of Defense (années variées), *Active Duty Military Personnel Strengths by Regional Area and by Country "309A"*.

Notes :

2011' = 2011 + effectifs des agents des sociétés militaires privées en Irak et Afghanistan ;

2011'' = effectifs hypothétiques des agents des sociétés militaires privées actifs dans le monde.

Si ces estimations sont fiables pour les deux années considérées, les effectifs totaux d'agents employés par les sociétés militaires privées auraient dépassé ceux des forces armées des États-Unis en Irak comme en Afghanistan. Les mercenaires (*i.e.* agents participant directement aux combats) de nationalité états-unienne engagés dans le conflit d'Irak seraient même plus nombreux que leurs compatriotes servant dans les corps des *Marines*, de la *Navy* et de l'*Air Force* (Figure 2) ; tandis que le nombre de ceux impliqués dans la guerre d'Afghanistan excéderait en 2009 celui des soldats états-uniens rattachés à l'armée de l'air et à la marine (Figure 3). En Irak, le croisement se serait effectué au cours du second semestre de l'année 2008, marquée par le désengagement progressif de ce pays et le redéploiement des troupes en Afghanistan (Figure 4).

Finalelement, la Figure 5 propose deux réajustements possibles, consistant à incorporer dans les calculs des effectifs militaires états-uniens en activité à l'étranger le personnel des sociétés militaires privés engagé dans les efforts de guerre en Irak et en Afghanistan (hypothèse basse [représentée par la barre 2011']) ou dans le monde entier (hypothèse haute [la barre 2011'']), en supposant un nombre moyen d'agents privés de 100 travaillant pour chacune des 930 bases militaires située hors d'Irak et d'Afghanistan officiellement reconnues par le Département de la Défense). Sous la première hypothèse, nous nous situerions à 843 200 personnes environ, soit un niveau comparable à ceux du temps de l'intervention au Viêt-nam (entre les 832 364 militaires outre-mer en 1965 et les 875 432 de 1970). Sous la seconde, nous serions, avec plus de 935 700 personnes concernées pour la même année 2011, au-dessus du record historique de l'après Deuxième Guerre mondiale (927 851 soldats états-uniens en mission à l'extérieur).

Quatrième partie : les bases militaires des alliés stratégiques du Nord

Un point crucial reste à aborder : celui des bases ou *facilities* militaires qui sont possédées par des alliés stratégiques des États-Unis et mises à leur disposition, notamment dans le cadre des opérations de l'OTAN ou en application d'autres traités, comme ceux signés avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. À ce titre, le pays membre de l'Union européenne disposant d'un réseau d'installations couvrant la totalité du globe et le plus étroitement intégré au dispositif armé des États-Unis est le Royaume-Uni. Les *permanent joint operating bases* britanniques sont localisés à des points d'importance stratégique majeure : aux extrémités occidentale et orientale de la mer Méditerranée (Gibraltar et Chypre), dans l'Atlantique Sud à proximité du détroit de Magellan (îles Falkland) et au milieu de l'océan Indien (à Diego Garcia). Ce réseau est complété par la base de la Royal Air Force sur l'île Ascension dans l'Atlantique, et par les installations situées à Singapour, mises à disposition des forces armées du Royaume-Uni et de leurs alliés par le gouvernement singapourien (European Parliament, 2009). L'implantation du Royaume-Uni de loin la plus nombreuse (avec un effectif approchant les 3 000 soldats stationnés de façon permanente, sur un total de 7 500 concernés par ses missions), est celle de Chypre.

Quant à elles, les armées françaises mobilisent plus de 23 000 soldats dans des opérations à l'échelle du monde (ministère de la Défense et des anciens combattants, 2011), selon trois types de déploiements : les forces dites « de souveraineté », composées de 8 750 soldats dispersés de façon équilibrée dans les régions ultrapériphériques ou territoires appartenant à la France (Guyane, Réunion et Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Antilles, Polynésie) ; les « forces de présence », qui comprennent 5 750 soldats, positionnés en Afrique (à Djibouti surtout, mais aussi au Sénégal et au Gabon), dans les zones maritimes de l'océan Indien et de l'océan Pacifique et, depuis récemment (fin 2009), dans la péninsule arabique (Émirats arabes unis) ; enfin, fortes de 9 000 soldats, les « opérations extérieures », effectuées à titre national (Tchad, Côte-d'Ivoire, Golfe de Guinée, République centrafricaine) ou multinational (ex-Yougoslavie, côtes somaliennes, Liban, Asie centrale, Haïti...). Ainsi, l'ensemble du dispositif de contrôle

militaire mis en place par la France se situe à l'intérieur d'une bande horizontale couvrant toute la circonférence du globe.

Sans disposer de réseaux d'ampleur comparable à ceux du Royaume-Uni ou de la France, plusieurs autres pays européens offrent aussi aux États-Unis et à l'OTAN des points d'appui, grâce aux différents territoires d'outre-mer ou régions ultrapériphériques qui dépendent d'eux, comme le Portugal (par les Açores et Madère), l'Espagne (avec les îles Canaries le long des côtes atlantiques du Maroc ou, en Méditerranée, à l'entrée du détroit de Gibraltar, les enclaves de Ceuta et Melilla), l'Italie (jusqu'aux îles Pélages, dont celle de Lampedusa, entre Malte et la Tunisie), la Grèce (avec la base de Souda Bay en Crète, notamment), le Danemark (grâce au territoire du Groenland) ou les Pays-Bas (qui possède plusieurs dépendances caribéennes, dont Aruba, Curaçao et les autres ensembles insulaires des Antilles néerlandaises que sont Bonaire, Saba, Saint-Eustache et la partie méridionale de Saint-Martin, barrant la mer des Caraïbes du nord des côtes vénézuéliennes jusqu'à l'Est de Porto Rico).

À l'autre extrémité du globe, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (dans le cadre de l'ANZUS) jouent aussi un rôle clé. Avec le redéploiement des bases états-uniennes en direction de l'Asie, l'Australie est devenue un allié fondamental. Sa sphère d'influence couvre le Pacifique Sud (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Salomon, Vanuatu, Fidji, Tuvalu, Nauru, Kiribati, en plus de la mer de Corail, Norfolk et Lord Howe, et quelques dépendances dans l'océan Indien), ainsi que, en Asie du Sud-Est, le Timor oriental. L'acceptation de cette zone par les autres pays de la triade n'exclut pas les rivalités et tensions – notamment avec la France qui a des possessions dans la région, ou le Royaume-Uni qui conserve de l'influence sur ses anciennes colonies. Cette mission de « police régionale » est assurée en partenariat avec la Nouvelle Zélande, dont les intérêts propres se situent plutôt en Polynésie (Samoa, Tonga, îles Cook, Niue, Tokelau). Les États-Unis encerrent l'ensemble par un arc de cercle, au-delà d'Hawaii, des atolls Johnston, Wake et Midway sous administration militaire et des Line Islands, grâce au contrôle sur Palau, Guam, la fédération de Micronésie, le Commonwealth des Mariannes du Nord et les Samoa américaines. Les États-Unis ont sur le sol australien plusieurs bases dont les sites sont classés *top secret* – tout comme le nombre exact de soldats présents –, ainsi qu'un centre d'écoute électronique à Pine Gap près d'Alice Springs. C'est à Sterling Bay et à Darwin que mouillent aujourd'hui leurs sous-marins. Les derniers exercices conjoints réalisés avec l'*Australian Defense Force* l'ont été dans la mer de Corail, au large du Queensland. Les intérêts stratégiques australiens qui couvrent un triangle Pakistan-Inde, Sibérie russe-Chine-Japon et Pacifique, sont aujourd'hui clairement soumis à ceux des États-Unis – l'objectif étant de se tenir prêt à une éventuelle intervention menée sous commandement états-unien en Asie. Preuve si besoin était que l'impérialisme reste d'actualité.

Conclusion

Cet état de faits – l'existence à l'échelle planétaire d'un réseau de bases dotées d'effectifs et d'équipements militaires conséquents des États-Unis et de leurs principaux alliés du Nord –, est très généralement « négligé » ou « oublié » dans les analyses académiques des rapports Nord - Sud, tout spécialement lorsqu'elles regardent les relations commerciales et monétaires internationales (par exemple, les traités de libre échange ou les « guerres de monnaies »). Or, il nous semble indispensable d'en tenir compte pour que le propos *scientifique* fasse sens. Quelle que soit la discipline concernée, les chercheurs du Nord peuvent en effet difficilement s'extraire de cette évidence qu'ils parlent depuis des pays ou ensemble de pays qui, placés sous la direction militaire des États-Unis, se comportent encore à l'heure présente, en dehors de leurs frontières nationales et en maints endroits, comme des puissances « impérialistes ». Ceci a pour conséquence d'introduire une série de distorsions fortes dans les études qui sont faites sur les performances des sociétés et économies du Nord – et jusque dans les conceptions

qui sont données de la démocratie. Rien d'étonnant, dans ces conditions, et dans un monde où les niveaux de contradictions se complexifient, que l'un des effets les plus dramatiques de la crise systémique que nous vivons soit l'accentuation de la confrontation entre pays du centre et pays des périphéries. La priorité actuelle est d'explorer, de discuter et de mettre en œuvre (si possible démocratiquement) de nouvelles politiques anticrise. Mais au nombre de celles-ci, l'urgence ne devrait-elle pas aller à l'arrêt de l'engrenage des agressions de pays du Sud et de la « régulation » du système mondial capitaliste par la guerre ? Pour penser le monde présent, comme notre devenir collectif, n'est-il pas temps d'ouvrir un large débat public sur les motifs et la légitimité de cette présence massive de bases et d'effectifs militaires des États-Unis – et de leurs alliés – en dehors de leur territoire national ?

Bibliographie

- Avant, D.D. (2005), *The Market for Force. The Consequences of Privatizing Security*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Best, C. et D. Vine (2009), *Island of Shame: The Secret History of the U.S. Military Base on Diego Garcia*, Princeton University Press, Princeton.
- Blaker, J.R. (1990), *United States Overseas Basing*, Praeger, New York.
- Brzezinski, Z. (1997), *The Grand Chessboard*, Basic Books, New York.
- Cicchini, J. et R. Herrera (2008), « Sociétés militaires privées : la Guerre par procuration ? Le Cas de la guerre d'Irak », *Recherches internationales*, n° 82, pp. 9-26.
- Colonomos, A. (2009), *Le Pari de la guerre*, Denoël, Paris.
- European Parliament (2009), *The Status and Location of the Military Installations of the Member States of the European Union and their Potential Role for the European Security and Defence Policy*, Briefing Paper, Policy Department External Policies, Directorate General External Policies of the Union, février, Bruxelles.
- Ganser, D. (2007), *Les Armées secrètes de l'OTAN*, Éditions Demi-Lune, Paris.
- Gerson, J. et B. Birchard (1991), *The Sun Never Sets...*, South End Press, Boston.
- Herrera, R. (2010a), *Un Autre Capitalisme n'est pas possible*, Syllepse, Paris.
- *Les Avancées révolutionnaires en Amérique latine*, Parangon, Lyon.
- (1994), *Statistics on Military Expenditure in Developing Countries*, Éditions du Centre de Développement de l'OCDE, juin, Paris.
- Johnson, C. (2010), *Dismantling the Empire – America's Last Best Hope*, Metropolitan Books Henry Holt and co., New York.
- (2004), *The Sorrows of Empire: Militarism, Secrecy, and the End of the Republic*, Metropolitan Books Henry Holt and co., New York.
- Lutz, C. (2009), *Bases, Empire, and Global Response – The Global Struggle Against the U.S. Posts*, Pluto Press, Londres.
- Ministère de la Défense et des anciens combattants (2011), *Annuaire statistique de la défense 2010-2011*, Direction des Affaires financières, avril, Paris.
- New York Times* (2007), « Death Toll for Contractors Reaches New High in Iraq », 19 mai, New York.
- Renou X., (2005), *La Privatisation de la violence*, Agone, Marseille.
- Schumacher G. (2006), *A Bloody Business: America's War Zone Contractors And the Occupation of Iraq*, Zenith Press.
- U.S. Department of Defense (années variées), *Active Duty Military Personnel Strengths by Regional Area and by Country (309A)*, Washington D.C.
- (années variées), *Base Structure Report*, Washington D.C.

Annexes

Tableau 1. Répartition territoriale des bases militaires états-uniennes

<i>Pays ou territoire</i>	<i>Grandes bases</i>	<i>Autres bases</i>	<i>TOTAL bases</i>
Alaska 1991	13	-	13
2001	41	121	162
2011	47	110	167
American Samoa 1991	-	-	-
2001	0	1	1
2011	1	-	1
Guam 1991	6	-	6
2001	20	4	24
2011	31	9	40
Hawaii 1991	18	-	18
2001	31	53	84
2011	51	69	120
Johnston 1991	-	-	-
2001	1	0	1
2011	1	0	1
Mariannes du Nord 1991	-	-	-
2001	1	0	1
2011	3	1	4
Porto Rico 1991	3	-	3
2001	16	35	51
2011	24	9	33
Virgin Islands 1991	-	-	-
2001	1	5	6
2011	3	3	6
Wake Island 1991	-	-	-
2001	1	0	1
2011	1	0	1
Antigua 1991	-	-	-
2001	1	0	1
2011	1	0	1
Allemagne 1991	47	-	47
2001	255	71	326
2011	147	47	194
Aruba 1991	-	-	-
2001	-	-	-
2011	0	1	1
Australie 1991	1	-	1
2001	1	3	4
2011	0	3	3
Autriche 1991	-	-	-
2001	0	1	1
2011	-	-	-
Bahamas 1991	-	-	-
2001	1	0	1

2011	3	3	6
Bahreïn 1991	-	-	-
2001	1	0	1
2011	6	3	9
Belgique 1991	2	-	2
2001	9	11	20
2011	8	5	13
Bermudes 1991	1	-	1
2001	-	-	-
2011	-	-	-
Canada 1991	1	-	1
2001	0	1	1
2011	0	2	2
Colombie 1991	-	-	-
2001	0	5	5
2011	0	7	7
Corée du Sud 1991	15	-	15
2001	77	24	101
2011	61	21	82
Cuba 1991	1	-	1
2001	2	0	2
2011	-	-	-
Curaçao 1991	-	-	-
2001	-	-	-
2011	1	0	1
Danemark 1991	-	-	-
2001	1	2	3
2011	-	-	-
Diego Garcia 1991	1	-	1
2001	-	-	-
2011	1	-	1
Djibouti 1991	-	-	-
2001	-	-	-
2011	1	-	1
Égypte 1991	-	-	-
2001	-	-	-
2011	1	1	2
Émirats arabes unis 1991	-	-	-
2001	0	1	1
2011	2	1	3
Espagne 1991	3	-	3
2001	3	3	6
2011	2	3	5
France 1991	-	-	-
2001	-	-	-
2011	1	0	1
Grèce 1991	3	-	3
2001	2	1	3
2011	4	2	6
Groenland 1991	2	-	2
2001	1	0	1
2011	1	0	1

Honduras 1991	-	-	-
2001	0	1	1
2011	-	-	-
Hong Kong 1991	-	-	-
2001	0	1	1
2011	0	1	1
Islande 1991	1	-	1
2001	1	0	1
2011	1	0	1
Indonésie 1991	-	-	-
2001	0	1	1
2011	1	-	1
Italie 1991	7	-	7
2001	28	24	52
2011	-	-	-
Japon 1991	16	-	16
2001	48	27	75
2011	95	24	119
Kenya 1991	-	-	-
2001	-	-	-
2011	2	-	2
Koweït 1991	-	-	-
2001	-	-	-
2011	0	1	1
Kwajelein 1991	1	-	1
2001	1	0	1
2011	-	-	-
Luxembourg 1991	-	-	-
2001	2	1	3
2011	-	-	-
Nouvelle Zélande 1991	-	-	-
2001	1	0	1
2011	-	-	-
Norvège 1991	-	-	-
2001	1	6	7
2011	0	3	3
Oman 1991	-	-	-
2001	3	0	3
2011	4	-	4
Panama 1991	4	-	4
2001	-	-	-
2011	-	-	-
Pays-Bas 1991	1	-	1
2001	8	5	13
2011	4	4	8
Pérou 1991	-	-	-
2001	0	3	3
2011	1	1	2
Portugal 1991	1	-	1
2001	8	13	21
2011	8	13	21
Philippines 1991	6	-	6

2001	-	-	-
2011	-	-	-
Qatar 1991	-	-	-
2001	8	1	9
2011	-	-	-
Royaume-Uni 1991	17	-	17
2001	24	28	52
2011	22	11	33
Sainte-Hélène 1991	-	-	-
2001	1	0	1
2011	1	0	1
Singapour 1991	-	-	-
2001	2	0	2
2011	1	1	2
Turquie 1991	5	-	5
2001	9	9	18
2011	8	9	17
Venezuela 1991	-	-	-
2001	0	2	2
2011	-	-	-

Source : Tableau construit par les auteurs à partir des données de l'*U.S. Department of Defense* (années variées), *Base Structure Report for Fiscal Year...* (rapport année t = données année t – 1).

Note :

– = donnée non disponible.

La distinction selon la taille établie entre « grandes bases » et « autres bases » obéit à un critère de valeur estimée (en dollars) des installations concernées.

Tableau 2. Évolution des effectifs militaires états-uniens selon la répartition territoriale

<i>Grande région</i>	1991	2001	2011
Sous-total Territoires états-uniens	1 538 687	1 130 328	1 219 995
Alaska	22 574	15 802	21 491
Hawaii	44 092	34 322	42 371
Federated States of Micronesia	35	–	–
American Samoa	–	–	1
Guam	7 147	3 322	4 167
Johnston Atoll	136	33	–
Mariana Islands (Northern)	–	–	1
Marshall Islands	79	2 796	–
Midway Islands	9	–	–
Palau	13	–	–
Porto Rico	3 592	–	181
Trust territory of the Pacific Islands (i)	–	25	–
Virgin Islands	1	6	2
Wake Island	7	–	4
En transit	52 924	23 943	50 998
En mer	191 730	98 201	81 951
États-Unis continentaux (CONUS)	1 216 348	951 878	1 018 828
Sous-total Europe	284 939	118 105	80 718
Albanie	32	4	8

Allemagne	203 423	70 998	53 766
Autriche	–	24	18
Belgique	2 347	1 578	1 205
Bosnie Herzégovine	–	3 116	9
Bulgarie	12	11	14
Croatie	–	1	12
Chypre	12	30	12
Danemark	64	28	16
Espagne	6 166	1 990	1 479
Estonie	–	7	7
Finlande	17	15	13
France	81	71	68
Gibraltar	2	5	5
Grèce	1 375	506	382
Groenland	163	153	142
Hongrie	16	29	62
Islande	3 209	1 743	–
Irlande	8	7	8
Italie	13 389	11 704	10 801
Lettonie	–	3	7
Lituanie	–	4	6
Luxembourg	11	10	6
Macédoine	–	351	12
Malte	6	5	9
Norvège	225	83	86
Pays-Bas	2 635	676	405
Pologne	19	17	35
Portugal	2 031	1 005	723
République tchèque	–	16	15
Roumanie	11	20	28
Royaume-Uni	23 442	11 318	9 382
Serbie (dont Kosovo)	–	5 679	21
Slovaquie	–	1	10
Slovénie	–	11	9
Suède	14	12	10
Suisse	29	19	20
Tchécoslovaquie	16	–	–
Turquie	6 342	2 153	1 491
URSS	56	–	–
Vatican	6	–	–
Yougoslavie	22	–	–
En mer	19 758	4 703	416
Sous-total ancienne Union soviétique	–	151	160
Arménie	–	2	8
Azerbaïdjan	–	8	11
Belarus	–	1	–
Géorgie	–	5	30
Kazakhstan	–	10	12
Kirghizistan	–	8	7
Moldavie	–	3	4
Ouzbékistan	–	3	6
Russie	–	93	43
Tadjikistan	–	1	6

Turkménistan	–	7	5
Ukraine	–	10	28
Sous-total Asie de l'Est et Pacifique	104 781	91 670	55 671
Australie	707	803	198
Birmanie	10	10	11
Cambodge	–	4	17
Fidji	2	2	2
Hong Kong	31	–	–
Îles Marshall	–	–	17
Indonésie (ii)	40	43	29
Japon	44 566	40 217	39 222
Laos	12	3	7
Malaisie	20	18	15
Nouvelle Zélande	58	6	10
Philippines	7 761	35	142
République de Corée (iii)	40 062	37 605	–
République populaire de Chine (iv)	33	57	76
Singapour	68	160	163
Thaïlande	111	113	142
Viêt-nam	–	16	18
En mer	11 300	12 578	15 599
Sous-total Afrique du Nord, Proche Orient et Asie du Sud	35,335	26 878	6 270
Afghanistan	–	–	0
Algérie	11	8	12
Arabie saoudite	14 617	285	274
Bahreïn	255	2 065	2 142
Bangladesh	15	8	10
Diego Garcia	1320	590	292
Égypte	1135	500	251
Émirats arabes unis	39	204	151
Inde	29	18	32
Irak	–	1	0
Israël	438	35	27
Jordanie	18	18	39
Koweït	24	4 208	0
Liban	1	3	5
Libye	–	–	1
Maroc	40	16	17
Népal	7	6	12
Oman	26	673	13
Pakistan	31	21	39
Qatar	–	116	621
Sahara occidental	4	–	–
Seychelles	5	–	–
Sri Lanka	11	10	8
Syrie	9	9	9
Tunisie	22	15	13
Yémen	12	3	17
En mer	17 266	13 546	2 255
Sous-total Afrique subsaharienne	296	279	654
Afrique du Sud	19	31	36
Angola	1	4	7

Botswana	10	6	8
Burkina Faso	6	–	–
Burundi	5	6	5
Cameroun	10	10	8
Côte d'Ivoire	19	22	8
Djibouti	9	1	335
Érythrée	–	0	–
Éthiopie	5	9	11
Gabon	5	1	1
Ghana	6	8	13
Guinée	6	7	8
Kenya	28	62	21
Liberia	9	9	43
Madagascar	8	–	8
Malawi	1	1	–
Mali	4	6	9
Mauritanie	5	–	6
Maurice	6	–	–
Mozambique	5	5	7
Niger	8	7	8
Nigeria	12	12	20
Ouganda	6	9	10
République du Congo	8	8	2
République centrafricaine	6	–	–
République démocratique du Congo	–	–	7
Rwanda	–	1	7
Sénégal	11	10	13
Sierra Leone	6	3	1
Somalie	–	0	–
Sainte-Hélène (v)	2	2	3
Soudan	12	–	7
Tanzanie	8	9	11
Tchad	8	8	11
Togo	6	5	6
Zaïre	22	–	–
Zambie	6	6	6
Zimbabwe	8	11	8
Sous-total Hémisphère occidental	19 456	14 015	1 955
Antigua	74	3	2
Argentine	26	22	28
Bahamas	44	64	47
Barbade	14	9	8
Belize	11	3	2
Bermudes	1 178	–	–
Bolivie	19	25	13
Brésil	46	39	54
Canada	513	163	130
Chili	21	337	32
Colombie	43	63	63
Costa Rica	12	7	10
Cuba	2 323	557	929
République dominicaine	13	14	13
Equateur	21	22	22

Salvador	96	26	37
Guatemala	17	3	14
Grenade	–	–	–
Guyana	6	1	1
Haïti	13	13	14
Honduras	1 005	394	354
Jamaïque	13	12	9
Mexique	28	27	29
Nicaragua	15	11	17
Panama	10 568	20	24
Paraguay	11	55	12
Pérou	31	43	48
Surinam	8	2	2
Trinidad et Tobago	6	7	7
Uruguay	13	12	18
Venezuela	34	31	16
En mer	3 234	12 14	10
Sous-total Antarctique	61	–	–
Total Pays étrangers	447 572	254 788	205 118
Total Monde	1 986 259	1 385 116	1 425 113

Source : Tableau construit par les auteurs à partir des données de l'*U.S. Department of Defense* (années variées), *Active Duty Military Personnel Strengths by Regional Area and by Country "309A"* (rapport année t = donnée année t au 30 septembre).

Notes :

– = donnée non disponible (ou inexistante) ;

(i) regroupe les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, les Îles Mariannes du Nord et Palau ;

(ii) y compris Timor ;

(iii) donnée non disponible en 2011 (pour l'année 2010, 29 086 militaires états-uniens étaient déclarés stationner en Corée du Sud) ;

(iv) y compris Hong Kong en 2001 et en 2011 ;

(v) y compris l'île de l'Ascension.